

*Le budget—M. Regan*

Pour qu'une université parvienne à atteindre ses objectifs premiers, il faut qu'elle soit plus qu'une valeur provinciale. Les universités assurent des liens solides avec les régions du Canada ainsi qu'avec la collectivité internationale. Pour ces raisons, ainsi qu'à cause de sa participation à des domaines comme la recherche, les langues officielles dans l'enseignement et la formation professionnelle, le gouvernement fédéral joue depuis quelque temps un rôle important et sans cesse croissant dans l'enseignement postsecondaire.

Ce budget marque un jalon important dans la politique de soutien que le gouvernement fédéral apporte à l'enseignement postsecondaire et à la mise en valeur des ressources humaines en général. Il nous permet de renforcer, dans sa structure, l'appui que le gouvernement fédéral apporte à l'enseignement postsecondaire et à la mise en valeur des ressources humaines en général. Par mise en valeur des ressources humaines, j'entends l'aide que le gouvernement fédéral assure aux étudiants et celle qu'il procure aux collèges et universités pour leur permettre de créer et de transmettre des connaissances et des capacités critiques dans une vaste gamme de disciplines ainsi que dans le cadre de programmes professionnels ou davantage axés sur l'emploi.

Au cours de l'année dernière, des discussions approfondies ont eu lieu sur la question de l'enseignement postsecondaire et de la mise en valeur des ressources humaines de notre pays. Bien entendu, une bonne partie de ce débat a eu lieu dans le cadre des activités de deux groupes d'étude parlementaire très importants: l'un sur les arrangements fiscaux entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral et l'autre sur les perspectives d'emploi au cours des années 80. Les rapports de ces deux groupes d'étude ont été établis à partir d'un très grand nombre d'opinions exprimées par des particuliers et des groupes de tout notre pays. Par ailleurs, un certain nombre de conférences et d'études ont examiné la question du financement futur de l'enseignement postsecondaire.

Au cours de cette période de consultation et de discussion, il est devenu de plus en plus clair qu'il s'imposait d'examiner à fond les moyens pour les collèges et les universités du Canada aux prises avec des difficultés financières de continuer à exceller dans leur principale activité qui consiste à créer et à diffuser les connaissances. De la même manière, il y aurait lieu de revoir les méthodes permettant de transmettre aux Canadiens les connaissances, les compétences et l'esprit d'analyse nécessaires pour qu'ils puissent profiter pleinement des perspectives qu'offrira le Canada dans les années 80 et 90.

Des défis de taille se posent dans le secteur de l'enseignement et de la formation. L'évolution démographique laisse entrevoir la diminution éventuelle du nombre des étudiants au niveau postsecondaire lors de la prochaine décennie. Le cas échéant, le secteur de l'éducation permanente et du recyclage des adultes aura à répondre à de nouvelles exigences. D'après les prévisions, la demande de compétences professionnelles subira des changements notables dans les années 80.

Ce qui m'amène à un point très important. Beaucoup de gens estiment ne devoir se préoccuper que de la formation et de l'enseignement axés sur une discipline ou un métier particuliers. Or le principe est faux. D'après les spécialistes, la technique évolue à un rythme tel de nos jours que beaucoup de nouveaux venus sur le marché du travail auront à se faire recycler deux, trois ou quatre fois dans d'autres métiers au

cours de leurs quarante années de vie active, car avec la mise au point des nouvelles techniques disparaissent les perspectives d'emploi dans les domaines du premier ou du deuxième choix de ces travailleurs.

Je suis persuadé que pour faciliter tout recyclage éventuel, il suffirait de donner au plus grand nombre l'enseignement le plus général. A mon avis, ceux qui ont mené des études très générales, dans les arts libéraux par exemple, sont mieux équipés pour le recyclage dans une spécialisation tout autre que la leur.

Je n'oublie pas non plus qu'en ce siècle, à cause du très grand nombre, par rapport à d'autres pays, de leurs diplômés universitaires, les États-Unis occupent le premier rang dans le domaine de l'innovation technique.

La valeur de l'enseignement ressort à bien des égards. Nous nous retrouverions dans de bien mauvais draps si nous permettions la disparition progressive de l'enseignement général. Il reste encore beaucoup à faire, cela va sans dire. Il faudra favoriser davantage la recherche et la formation de chercheurs dans nos universités si nous voulons donner au pays la capacité d'atteindre ses objectifs de recherche et de développement. Les collèges et les universités seront incités de plus belle à livrer des diplômés capables de travailler avec la même efficacité dans les deux langues officielles. A ce propos, je ne connais rien qui favorise autant le candidat à la recherche d'un emploi.

On voit par exemple dans les journaux de nos grandes villes—et je ne parle pas de la publicité gouvernementale de l'emploi, mais de celle du secteur privé—qu'il est de plus en plus fréquent que la maîtrise des deux langues officielles donne de meilleures chances de trouver du travail, dont elle constitue souvent une condition absolue.

Il reste encore beaucoup à faire dans l'enseignement au niveau de la connaissance et de la compréhension du pays. La technologie amène d'importants changements dans la nature de l'enseignement et dans la formation elle-même. Les frontières s'estompent entre l'enseignement, le travail, la formation, la culture et les télécommunications, et cela va imposer de grands aménagements institutionnels.

Les défis que cela pose en matière de développement de nos ressources humaines sont de plus en plus compris. Mais je pense que les milieux et les personnes concernés ont bon espoir que nous réussirons à relever ces défis, sans pour autant sous-estimer la difficulté de la chose. Le gouvernement fédéral n'entend pas réduire sa participation financière au développement des ressources humaines, bien au contraire.

Ces dernières semaines, on a entendu mettre en doute la détermination du gouvernement fédéral à poursuivre son effort dans le domaine de l'enseignement postsecondaire. On a prédit des coupures massives de dépenses fédérales. Des annonces ont paru, on a entendu dire cela avant la présentation du budget. Mais le budget a démontré, comme je l'ai dit depuis mon arrivée au Secrétariat d'État, que ces craintes étaient injustifiées. Je pense en particulier que les annonces insérées par le parti conservateur dans les journaux universitaires n'étaient pas de matière à aider les étudiants des collèges et universités chez qui elles ont suscité des craintes inutiles. Je dirai également, du point de vue du réalisme politique, que le parti conservateur a agi de façon irréflectée parce que cette campagne lui a fait perdre beaucoup de sa crédibilité sur les campus,